

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 22 août 2022

Nos réf. : SAU/JH/MT n° 22-292

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**Parc éolien du VALBIN**

**10110 BOURGUIGNONS**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 juin 2022 dans l'établissement Parc éolien du VALBIN - 10110 BOURGUIGNONS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 23 juin 2022 de l'établissement PARC EOLIEN DU VALBIN implanté sur les communes de BOURGUIGNONS (10), FRALIGNES (10) et MAGNANT (10). Cette inspection fait suite aux rapports de suivis environnementaux du parc indiquant une mortalité de chiroptères élevée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Parc éolien du VALBIN
- 10110 BOURGUIGNONS
- Code AIOT dans GUN : 0005704412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société PARC EOLIEN DU VALBIN, dont le siège social est situé au 109 Avenue Jean Monnet, 51430 BÉZANNES, est l'exploitant autorisé de ce parc. Le suivi et la surveillance du parc sont confiés à la société Leonidas Wind.

Le parc est composé de 8 éoliennes de puissance unitaire de 2,4MW et d'un poste de livraison.

Le parc est autorisé depuis le 10 septembre 2015, par l'Arrêté Prefectoral n° DDT-SG2015253-0001.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels
- Suivi environnemental – Bruit

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
Arrêts d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
Détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
Détection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	/	Sans objet
Suivi mortalité chiroptères	Arrêté Préfectoral du 10/10/2015, article 6,1	/	Sans objet
Suivi mortalité avifaune	Arrêté Préfectoral du 10/10/2015, article 6,2	/	Sans objet
Bruit	Arrêté Préfectoral du 10/10/2015, article 9	/	Sans objet
Bruit	Arrêté Préfectoral du 10/10/2015, article 11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le visite d'inspection n'a relevé aucune non conformité.

Une mortalité importante de chiroptères a été mise en avant sur le parc par des suivis environnementaux. Cependant, l'exploitant a proposé, suite aux suivis, un nouveau plan de bridage validé par l'inspection des installations classées. Cela fera l'objet d'un Arrêté Préfectoral Complémentaire.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Accès aux aérogénérateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> L'inspection a réalisé un contrôle par sondage du poste de livraison ainsi que des des aérogénérateurs E1 et E3. Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur de ces aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur inspecté, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Identification des aérogénérateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les aérogénérateurs sont bien identifiés par un numéro affiché en caractères lisibles sur son mât Le poste de livraison et les aérogénérateurs E1 et E3 ont été inspectés. Les prescriptions nécessaires y sont affichées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b> L'intérieur des aérogénérateurs visités est propre et aucun entreposage de matériaux combustible ou inflammable n'est à signaler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Arrêts d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent : <ul style="list-style-type: none"><li>- un arrêt ;</li><li>- un arrêt d'urgence ;</li><li>- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</li></ul> Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> Les essais des trois arrêts sont effectués lors de la session de maintenance annuelle. Cette maintenance est assurée par Nordex. Les installations électriques sont également contrôlées annuellement par DEKRA. Ces éléments sont présents dans le manuel de suivi de l'installation qui a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 20 juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Contrôle des brides de fixation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations des aérogénérateurs du parc est réalisé annuellement par Nordex. Tous les 6 mois, un contrôle visuel des brides et des pales est réalisé. L'ensemble des équipements de sécurité sont également vérifiés annuellement. Ces éléments figurent au registre de maintenance transmis par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Manuel d'entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b> Le manuel d'entretien de l'installation a été transmis à l'inspection des installations classées. Il est tenu à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li><li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul> Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
<b>Constats :</b> Les consignes de sécurité sont recensées dans un manuel de sécurité (plan de prévention). Ce document est porté à connaissance de l'ensemble des intervenants du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none"><li>- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</li><li>- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que la société Nordex est disponible 24h/24h pour toute intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un système d'alarme qui peut être couplé avec le dispositif mentionné à l'article 23 et qui informe l'exploitant à tout moment d'un fonctionnement anormal. Ce dernier est en mesure de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai de soixante minutes ;</li><li>- d'au moins deux extincteurs situés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les aérogénérateurs et le poste de livraison vérifiés disposent de moyens de lutte contre l'incendie. Ces équipements sont entretenus par la société PREVENTIS. Un extincteur se trouve à l'intérieur des aérogénérateurs et l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un autre était disponible au sommet des aérogénérateurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Détection de glace**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.
<b>Constats :</b> Chaque turbine vérifiée dispose d'un équipement. Les mâts sont équipés de système de détection de glace sur les pales. Un contrôle de ces équipements est effectué chaque année. Ces informations figurent dans le registre de suivi de maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Suivi mortalité chiroptères**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2015, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Préservation chiroptères
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 6.1.1 : Aménagement des éoliennes</b> Afin d'éviter l'attrait des chiroptères, l'exploitant est tenu d'éviter toute formation d'ourlet herbeux ou bande enherbée en périphérie des plateformes, de les recouvrir de gravillons de pierres concassées et d'éviter toute régénération de toute pelouse ou friche herbacée sous les éoliennes.  <b>Article 6.1.2 : Suivi environnemental :</b> Au moins une fois au cours des trois premières années d'exploitation du parc puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental spécifique aux chiroptères. Ce suivi devra permettre : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'estimer la mortalité des chiroptères sur le site suite à la présence des aérogénérateurs ;</li><li>- d'étudier l'évolution de l'activité des chiroptères sur le site suite à la présence du parc éolien (comparer avec l'état initial de l'étude d'impact, préciser les connaissances du territoire, à savoir les périodes de concentration des chauves-souris en fonction des conditions météorologiques et de la probabilité de présence des chauves-souris, ...)</li><li>- de connaître les impacts directs du parc sur la biodiversité et d'adapter si nécessaire, les mesures correctives.</li></ul> Le protocole de suivi environnemental spécifique aux chiroptères doit être communiqué trois mois avant la mise en service du parc. Ce suivi fait l'objet d'un rapport qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Au terme des trois années de suivi, un bilan triennal est réalisé. Ce bilan devra notamment présenter les modalités de poursuite du suivi.
<b>Constats :</b>  La périphérie des plateformes des aérogénérateurs vérifiées est bien entretenue, aucune formation d'ourlet herbeux ou de bande enherbée n'a été observée. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les trois derniers rapports de suivis environnementaux du parc. Ces rapports font état d'une mortalité très élevée sur le parc éolien du Valbin pour les chiroptères nécessitant la mise en place de mesures compensatoires. Afin d'endiguer cette mortalité, l'exploitant a transmis par courriel du 8 mars 2022, un plan de bridage sur l'ensemble du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans Suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suivi mortalité avifaune**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2015, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Préservation avifaune
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 6.2.1 : Aménagement des éoliennes</b> L'exploitant est tenu d'éviter toute formation d'ourlet herbeux ou bande enherbée en périphérie des zones aménagées (chemin d'accès et plate-forme), de recouvrir toutes les zones aménagées (plate-forme de levage, chemins d'accès,...) de gravillons de pierres concassées et d'éviter toute régénération de toutes régénération de toutes pelouse ou friche herbacée sous les éoliennes.  <b>Article 6.2.2 : Suivi environnemental</b> Au cours des trois premières années d'exploitation du parc, l'exploitant met en place un suivi environnemental annuel spécifique à l'avifaune toute l'année avec un renforcement du suivi en période de nidification et de migration post-nuptiale. Ce suivi devra permettre : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'estimer la mortalité de l'avifaune due à la présence des aérogénérateurs ;</li><li>- d'étudier l'évolution de l'activité de l'avifaune sur le site suite à la mise en exploitation du parc éolien (comparer avec l'état initial de l'étude d'impact, préciser les connaissances du territoire,...) ;</li><li>- de connaître les impacts directs du parc sur la biodiversité et de proposer les mesures correctives adaptées en cas d'impacts directs avérés.</li></ul> Le protocole de suivi « Avifaune » doit être communiqué trois mois avant la mise en service du parc. Ce suivi fait l'objet d'un rapport qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Au terme des trois années de suivi, un bilan triennal est réalisé. Ce bilan devra notamment présenter les modalités de poursuite du suivi.  <b>Article 6.2.3 : Suivi spécifique des Busards en période de nidification</b> Au cours des trois premières années de fonctionnement du parc, l'exploitant est tenu de réaliser un suivi annuel du comportement des espèces de busards en période nuptiale. Ce suivi a pour objet d'une part de déterminer l'incidence des éoliennes sur le comportement de ce groupe d'espèces pouvant fréquenter le site et d'autre part par le reprérage, le balisage voir le déplacement des nichées en accord avec les propriétaires et exploitants des parcelles concernées. Ce suivi fait l'objet d'un rapport annuel qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Au terme des trois années de suivi, un bilan faisant état de la nécessité ou non de mettre en place des mesures compensatoires complémentaires, du bénéfice écologique de la mesure de préservation des nichées et de la pertinence de la prolongation de ce suivi, est communiqué à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les trois rapports de suivis environnementaux des trois premières années du parc. Ces rapports sont conformes au protocole ministériel et comprennent les éléments prévus par l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le dernier rapport de suivi environnemental fait état d'une mortalité estimée sur le parc entre 1,61 et 1,81 d'individus par an et par éolienne. La diversité des espèces est identifiée comme modérée sur le parc et les individus fréquentant le parc montrent peu de comportements à risques. Les trois campagnes de suivis ont conclu que l'impact du parc sur l'activité de l'avifaune n'est pas significative. Aucune mesure n'est donc à prescrire. La périphérie des plateformes des aérogénérateurs vérifiés est bien entretenue, aucune formation d'ourlet herbeux ou de bande enherbée n'a été observée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2015, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, bridage sonore
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les 24 mois, un rapport justifiant le bridage des machines conformément au protocole définissant les modes de fonctionnement validé par l'inspection, sera communiqué à l'inspection des installations classées. Les documents attestant du suivi de ces mesures spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements justifiant le bridage de l'activité des éoliennes.
<b>Constats :</b> Le rapport de bridage acoustique a été fourni par courriel du 21 juin 2022 et ne fait pas apparaître de non conformités..
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2015, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Auto surveillance des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> Une campagne de mesure acoustique est réalisée dans les 12 mois après la mise en service des éoliennes, puis tous les 5 ans, pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier, l'article 26 de l'arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumis à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Les résultats des mesures sont tenus à disposition à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le parc a fait l'objet d'une campagne de mesure acoustique en 2019. Le rapport de la campagne conclut à une conformité du parc vis-à-vis de l'AMPG du 26 août 2011. Aucune mesure n'est donc à prescrire. Par ailleurs, aucune plainte n'a été recensée à l'encontre du parc éolien.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

